

## Critères d'assimilation

Les citoyens d'un pays hors-Union européenne remplissant une des conditions listées ci-dessous ne doivent pas passer par la procédure d'inscription pour les étudiants hors UE. Ils peuvent directement passer par le formulaire de [pré-admission](#).

Pour chacun des critères, sont listés les documents à fournir afin de l'attester :

Critères	Documents devant être présentés
1° L'étudiant bénéficie d'une autorisation d'établissement ou avoir acquis le statut de résident de longue durée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Carte C ou carte K</b> (Carte d'identité des étrangers/ séjour illimité « établissement »)</li> <li>• <b>Carte D ou carte L</b> (Carte de résident de longue durée)</li> </ul>
2° L'étudiant est considéré comme réfugié, apatride, personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, ou a introduit une demande d'asile qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive ou un recours en cassation administrative déclaré admissible, et ce, jusqu'au moment où un arrêt de rejet du recours admis est prononcé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réfugié</b> : Carte A ou Carte B. Le statut de réfugié doit être indiqué au verso de la carte. Le statut de réfugié y est indiqué sur le recto avec la mention « XXB » sous la catégorie « Nationalité ».</li> <li>• <b>Apatride</b> : Document officiel de la commune ou de l'Office des étrangers prouvant le statut d'apatride.</li> <li>• <b>Protection subsidiaire</b> : Carte A ou Carte B (certificats d'inscription au registre des étrangers) + décision émise par l'Office des étrangers qui octroie le bénéfice de cette protection.</li> <li>• <b>Demande d'asile</b> : Annexe 26 et/ou document attestant que la demande d'asile, la demande de protection subsidiaire, la demande d'apatride... n'a pas été définitivement rejetée et, le cas échéant, que le recours éventuel en cassation administrative n'a pas été rejeté (lettre d'avocat, attestation d'immatriculation « carte orange »...).</li> </ul>

<p>3° L'étudiant est autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique et y exercer une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficier de revenus de remplacement</p> <p><i>« Est considérée comme activité professionnelle réelle et effective celle dont la rémunération correspond et a correspondu, sur 6 des 12 mois précédant l'inscription, à la moitié de la rémunération mensuelle moyenne minimum garantie fixée par le Conseil national du Travail »</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Titre de séjour d'une validité supérieure à 3 mois.</li> <li>• <b>Pour l'activité professionnelle</b> : Attestation d'emploi ou contrat de travail complété par les fiches de rémunérations correspondant à 6 mois sur les 12 précédant l'inscription.</li> <li>• <b>Pour les revenus de remplacement</b> : chômage, pension, revenu d'intégration sociale ou aide équivalente du CPAS, ...</li> </ul>
<p>4° L'étudiant est pris en charge ou entretenu par les centres publics d'action sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel il a été confié</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attestation récente du CPAS</li> </ul>
<p>5° L'étudiant a pour père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal une personne de nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou qui remplit une des conditions visées aux 1° à 4° ci-dessus</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Carte d'identité ou titres de séjour visés aux 1° et 4° du père, de la mère, du tuteur légal, du conjoint ou du cohabitant légal + acte officiel prouvant la filiation, la tutelle, le mariage ou la cohabitation légale.</li> </ul> <p><u>Remarques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acte officiel prouvant la <b>filiation</b> : composition de ménage ou, s'il ne réside pas à la même adresse que ses parents, son acte de naissance + carte d'identité du père ou de la mère.</li> <li>• Les actes de <b>tutelle</b> doivent être légalisés par les ambassades ou les consulats belges dans les pays d'origine des étudiants étrangers.</li> <li>• Les actes de <b>mariage</b> étrangers doivent être transcrits en Belgique par une administration communale. (Voir composition de ménage).</li> <li>• <b>Cohabitation légale</b> : document délivré par la commune attestant qu'une déclaration de cohabitation légale a bien été enregistrée.</li> </ul>

6° Bénéficiaire d'une allocation octroyée par le service d'allocations d'études de la Fédération Wallonie-Bruxelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attestation d'octroi de la bourse émanant de service d'allocations d'études de la Fédération Wallonie-Bruxelles.</li> </ul>
7° Bénéficiaire d'une autorisation de séjour accordée en application de l'article 61/7 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Titre de séjour belge d'une validité supérieur à 3 mois + document attestant le statut de résident de longue durée obtenu dans un autre État membre de l'UE.</li> </ul>

### Remarques :

Les personnes titulaires d'un certificat d'inscription au registre des étrangers, séjour illimité (Carte B) ne sont pas visés par le 1°. Cette disposition vise uniquement les personnes bénéficiant d'une autorisation d'établissement (Carte C ou carte K) ou du statut de résident de longue durée (Carte D ou carte L).

Sont considérés comme assimilés les personnes détentrices d'une carte B, F ou F Membre Famille UE ART 10 DIR 2004/38/CE, F+ ou F+ Membre Famille UE Art 20 DIR 204/38/CE, E ou EU Enregistrement – Art 8 DIR 2004/38/CE et E+ ou EU+ Séjour permanent – Art 19 DIR 2004/38/CE ainsi que, par analogie, les personnes reprises sous le 5°.

À l'instar des cartes précitées le titre de séjour M. 50 TUE est assimilé à une preuve de séjour de longue durée ou permanent.

### *Statut des diplomates et apparentés :*

Les étrangers qui ont le statut de diplomate ou apparenté reçoivent un titre de séjour spécial délivré par le ministère des Affaires étrangères. En raison de ce statut particulier, ils ne sont pas inscrits dans les registres de la commune (registre des étrangers et le registre de la population). Partant, la délivrance du permis de séjour spécial est suffisante.